

POUR UN SCHEMA TRIENNAL (2016-2019) D'EVOLUTION DE L'OFFRE SCOLAIRE, DANS LE DEPARTEMENT DES HAUTES-ALPES

CONVENTION RURALITE

PREAMBULE

La loi n°2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République a réaffirmé l'attachement de la Nation au maintien d'une offre pédagogique et éducative de qualité dans les territoires ruraux et de montagne.

Au sein d'une académie profondément marquée par des zones fortement urbanisées et par la prégnance de l'éducation prioritaire, le département des Hautes-Alpes présente des caractéristiques singulières. Il scolarise environ 4,2 % de l'effectif scolaire des écoles de l'académie sur un territoire correspondant à 26% de la superficie de l'académie. On constate une certaine attractivité, un vieillissement de la population et une lente mais continue diminution du nombre d'élèves, en particulier dans le premier degré et de manière hétérogène, certains secteurs étant sujets à d'importantes baisses de populations. Le réseau scolaire, composé d'une forte proportion de petites écoles, en est fragilisé.

Pourtant, dans une société en pleine évolution, l'éducation nationale et les collectivités territoriales doivent s'engager conjointement au service d'une offre pédagogique et éducative globale. Le déploiement de l'outil numérique dans les classes, l'organisation de la prise en charge globale du temps de l'enfant constitué du temps scolaire et du temps périscolaire, les attentes des parents d'élèves en matière d'accueil de la petite enfance et de scolarisation des moins de trois ans, d'accès à des services de restauration de qualité, nécessitent d'engager une réflexion partagée pour concevoir « **l'école de demain** » dans ce département alpin. Les départements ruraux et de montagne doivent permettre d'offrir aux élèves scolarisés une éducation de qualité équivalente à celle de l'ensemble du territoire national.

Le Comité Interministériel aux Ruralités du 20 mai 2016 a confirmé le souhait du gouvernement d'impulser et d'accroître une nouvelle dynamique en faveur de la ruralité.

Parmi les engagements annoncés, il convient de noter « l'accès facilité aux services publics et aux réseaux essentiels à la vie » et le maintien et le renforcement de l'école face au ralentissement démographique de certains territoires.

L'acte II de la loi montagne actuellement en discussion au Parlement réaffirme le principe d'une prise en compte des spécificités des territoires de montagne dans les politiques publiques menées par l'Etat et les collectivités territoriales. Leur adaptation peut faire l'objet d'expérimentation. Est ainsi intégré la nécessité de veiller à ce que le principe d'égalité démographique puisse être adapté pour assurer une représentation équitable des territoires de montagne ; notamment en ce qui concerne les temps de trajets dans l'organisation scolaire en montagne.

Il est décidé, ce jour, la signature d'une convention entre :

L'Etat, représenté par Madame Najat VALLAUD-BELKACEM, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche,

L'Association des Maires des Hautes-Alpes, représentée par Monsieur Jean-Michel ARNAUD, président,

Le Conseil Départemental des Hautes Alpes, représenté par Monsieur Jean Marie BERNARD, président,

- qui porte sur la volonté commune d'une réorganisation qualitative du réseau des écoles au service de la réussite des élèves et de l'aménagement des territoires ruraux et de montagne, dans le cadre de la loi de la refondation de l'Ecole.

Les parties signataires conviennent de la nécessité de recherche d'un point d'équilibre entre la préservation d'un service public d'enseignement de proximité et l'offre de meilleures conditions de scolarisation et de formation des élèves. Elles entendent mettre en place les instances de concertation et de suivi permettant une approche partagée du diagnostic, des enjeux, des priorités et des choix relatifs à l'éducation.

- en vue de renforcer une offre éducative de qualité dans le département des Hautes-Alpes, poursuivre la mise en œuvre des réorganisations pédagogiques et structurelles du réseau des écoles au service de la réussite des élèves et engager la mise en œuvre d'un schéma triennal d'évolution de l'offre scolaire d'un territoire rural et de montagne.

A la date du 11 octobre 2016, 22 départements ont signé avec l'éducation nationale des conventions de ruralité.

LE CONSTAT PARTAGE

LA DEMOGRAPHIE

Tranche d'âge	2013			2008		
	Hautes-Alpes	% Hautes-Alpes	% France	Hautes-Alpes	% Hautes-Alpes	% France
0 à 14 ans	24 030	17,3	18,35	23 426	17,5	18,3
15 à 29 ans	20 172	14,5	17,98	20 289	15,1	18,79
30 à 44 ans	25 840	18,6	19,51	26 519	19,8	20,49
45 à 59 ans	29 752	21,4	19,95	29 342	21,9	20,34
60 à 74 ans	24 138	17,3	14,98	20 858	15,5	13,41
75 ans ou plus	15 347	11	9,23	13 770	10,3	

Si le département attire des actifs et des retraités, il perd des étudiants.

La part des résidents de 0 à 29 ans est inférieure à la moyenne nationale et cette situation déjà apparente en 2008 se confirme en 2013.

LES EFFECTIFS SCOLAIRES

ANNEES	POPULATION SCOLAIRE			TOTAL GENERAL	Evolution	2 ANS		
	Maternelle	Elémentaire	Spécialisé			Effectif		% / pop sco
2006	4529	7328	61	11918	-51	184	-72	1,54%
2007	4382	7456	59	11897	-21	163	-21	1,37%
2008	4324	7452	59	11835	-62	177	+14	1,50%
2009	4282	7481	58	11821	-14	139	-38	1,18%
2010	4295	7343	51	11689	-132	154	+15	1,32%
2011	4244	7195	57	11496	-193	118	-36	1,03%
2012	4270	7198	56	11524	+28	101	-17	0,88%
2013	4397	7106	55	11558	+34	142	+41	1,23%
2014	4286	7011	72	11369	-189	138	-4	1,21%
2015	4167	7120	65	11352	-17	123	-19	1,08%
2016	4102	7123	61	11286	-66	128	+5	1,13%
Ecart 2006/2016					-632			

Sur une période de 10 ans, le département a enregistré une perte de 632 élèves de la maternelle à la fin du cycle élémentaire.

Cette baisse démographique a conduit à fermer 17 écoles depuis 2006.

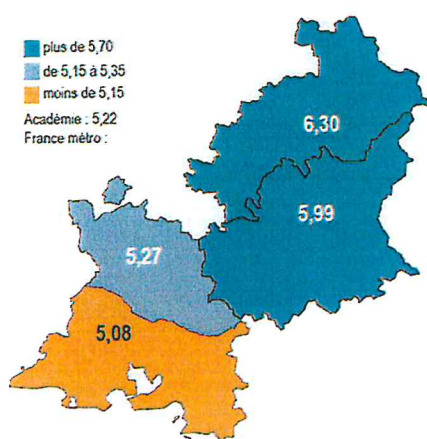
Les emplois d'enseignants

	Rentrée 2013		Rentrée 2014		Rentrée 2015		Rentrée 2016	
	moyens	effectifs	moyens	effectifs	moyens	effectifs	moyens	effectifs
1 ^{er} degré	+ 11 ETP	11558	+3 ETP	11369	+1 ETP	11352	+3 ETP	11286

Malgré une perte de 272 élèves depuis la rentrée 2013, le département a été doté de 18 emplois d'enseignants supplémentaires.

Le taux d'encadrement (P/E)

Taux d'encadrement (P/E)	Rentrée 2010	Rentrée 2011	Rentrée 2012	Rentrée 2013	Rentrée 2014	Rentrée 2015
Hautes-Alpes	6,12	6,17	6,08	6,15	6,27	6,3
Académie	5,25	5,23	5,15	5,18	5,17	5,22



Le taux d'encadrement du département est le plus élevé des départements composant l'académie.

Malgré la baisse démographique constatée depuis la rentrée 2013, l'augmentation de la dotation pour le département a abouti à une progression de ce taux d'encadrement en 2015/2016.

La moyenne d'élèves par classe

Nb d'élèves par classe (E/C)	Rentrée 2010	Rentrée 2011	Rentrée 2012	Rentrée 2013	Rentrée 2014	Rentrée 2015
Hautes-Alpes	20,98	21,05	21,54	21,44	20,94	21,06
Académie	23,92	23,93	24,16	24,2	24,28	24,21

La moyenne par classe est préservée sur le département pour tenir compte de la taille et de la structure des écoles ainsi que des contraintes pédagogiques engendrées par les classes à cours multiples (plus de deux tiers des classes).

Les regroupements pédagogiques intercommunaux existants (RPI)

Nb écoles du département	% écoles à 1 classe	% écoles 1-3 classes
141	15,60%	58,87%

Les petites structures scolaires prédominent dans le département (60% des écoles sont composés de 1 à 3 classes)

Hautes-Alpes	Nb de regroupements	Nb d'écoles du département en regroupement
RPI dispersé	15	33
RPI concentré	3	3
RP communal	3	6
Total	21	42 (soit 29,8% des écoles)

Un tiers des écoles du département des Hautes-Alpes fonctionnent déjà en regroupement pédagogique.

Les collèges du département

COLLÈGE	Constat 2011	Constat 2012	Constat 2013	Constat 2014	Constat 2015	Constat 2016	Ecart 2011-2016	Δ 2011/2016 en %
Centre GAP	687	684	659	669	631	626	-61	-8,9
des Hautes Vallées GUILLESTRE	341	321	329	316	326	316	-25	-7,3
SAINT BONNET	442	451	457	474	441	455	13	2,9
F. Mitterrand VEYNES	319	332	341	324	321	312	-7	-2,2
Les Écrins EMBRUN	578	562	592	578	541	534	-44	-7,6
A. Mauzan GAP	734	713	669	670	636	610	-124	-16,9
Vauban BRIANÇON	448	451	385	425	466	467	19	4,2
Les Giraudes L'ARGENTIÈRE	294	289	300	280	285	284	-10	-3,4
Les Hauts de Plaine LARAGNE	348	345	322	307	306	312	-36	-10,3
Fontreyne GAP	608	584	636	636	653	662	54	8,9
Les Garcins BRIANÇON	590	600	611	586	586	586	-4	-0,7
A. Corréard SERRES	154	142	145	153	141	125	-29	-18,8
Marie Marvingt TALLARD	376	355	365	382	380	379	3	0,8
LA BÂTIE NEUVE	329	337	343	333	326	312	-17	-5,2
TOTAL COLLÈGES	6 248	6 174	6 154	6 133	6 039	5 980	-268	-4,3

LES OBJECTIFS DE LA CONVENTION

Dans le cadre de l'adaptation du système éducatif aux évolutions de la société et des attentes des citoyens, les partenaires du système éducatif, représentés dans le département par les communes et le DASEN représentant l'académie d'Aix-Marseille, construisent une démarche de concertation dont l'objectif est l'évolution des structures scolaires du 1^{er} degré dans le respect des contraintes géographiques et d'aménagement du territoire.

Le réseau scolaire du département des Hautes Alpes (écoles, collèges, lycées et lycées professionnels) contribue à l'aménagement du territoire. Il est en correspondance avec les bassins de vie et le redécoupage des intercommunalités. L'accompagnement de chaque élève tout au long de sa scolarité au sein de territoires bien identifiés doit être porté par la mise en réseau des écoles, des collèges et des lycées.

Cette nouvelle organisation est d'abord pédagogique, induisant plus de fluidité dans le parcours de chaque élève, éducative également, dans le cadre des projets éducatifs territoriaux portés conjointement par l'état et les collectivités.

La création de réseaux écoles-collège (les écoles et leur collège de secteur) va progressivement se substituer de ce fait à celui de la circonscription. Une première étape a été réalisée au cours de l'année 2016, les trois circonscriptions du département sont désormais redécoupées à partir de leurs réseaux écoles-collège.

Cette nouvelle organisation doit permettre de renforcer les relations entre les intercommunalités et les réseaux « écoles du socle » en particulier. Le déploiement du raccordement au très haut débit sera mis au service d'accès à la connaissance partagée, en particulier pour relier entre elles les bases de données existantes (médiathèques, archives départementales, musées, centre de documentation des établissements, réseau CANOPE).

Les indicateurs de suivi et d'évaluation seront élaborés afin de permettre une évaluation.

La présente convention fera l'objet d'une information lors d'un comité technique spécial départemental et d'un conseil départemental de l'éducation nationale.

Une concertation sera engagée avec le Conseil Régional en vue de favoriser le développement des infrastructures et le déploiement des outils numériques dans le réseau scolaire du département.

LES ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES

Les principaux partenaires engagés dans cette convention ont chacun leur rôle rappelé ci-après : L'éducation est un service public national, dont l'organisation et le fonctionnement sont assurés par l'Etat, sous réserve des compétences attribuées aux collectivités territoriales.

Ainsi le Maire a la charge des investissements dans les écoles maternelles et primaires publiques. Le Département a la charge des investissements dans les collèges. Ces collectivités prennent en charge la gestion des agents spécialisés des écoles maternelles et des personnels techniques ouvriers et de service des collèges.

Dans ce cadre, afin de concevoir ensemble « **l'école de demain** » dans le département des Hautes Alpes quatre champs de réflexions partagées seront mis en œuvre dans le cadre de groupes de travail. Ils associeront les services de l'Etat en département, l'association des maires des Hautes-Alpes, le conseil départemental et les partenaires de l'action éducative du département en tant que de besoin :

- le temps de l'enfant,
- l'organisation territoriale de l'école,
- le numérique à l'école,
- le financement des projets.

Dans ce cadre contractuel, l'Etat s'engage au maintien des taux d'encadrement particulièrement dans l'enseignement du 1^{er} degré pour la durée de la convention.

En contrepartie, l'ensemble des acteurs et élus locaux partenaires du système éducatif participe aux groupes de travail à l'étude et à la mise en œuvre de réseaux.

Ces réseaux devront répondre aux objectifs d'aménagement du territoire et à une scolarisation qualitative et ambitieuse due à l'ensemble des jeunes du département des Hautes-Alpes.

Dans certains collèges du département, dans un premier temps sur le collège de la commune de Serres, une étude concertée sur la mise en place progressive de réseaux pédagogiques des écoles avec les collèges se fondant sur les nouveaux programmes d'enseignement du cycle 3 sera mise en œuvre.

Un comité de suivi se réunira en tant que de besoin pendant la durée de la convention et en tout état de cause à la fin de la dernière année scolaire de cette période afin de procéder au bilan et à une éventuelle poursuite de la concertation entre les services de l'Etat et les collectivités territoriales.

La présente convention est signée pour une période de 3 ans (2016-2019) et en fonction, d'une part, de l'évaluation de sa mise en œuvre, d'autre part, du contexte démographique du département, elle pourra être prolongée pour une période de trois années reconductible.



Fait à l'Argentières-La Bessée, le 28 novembre 2016

La ministre de l'éducation nationale,
de l'enseignement supérieur et de la recherche



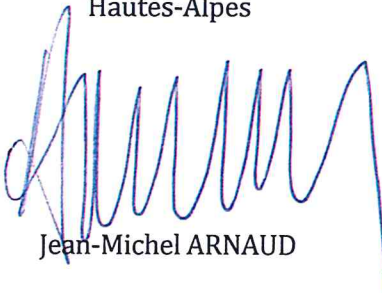
Najat VALLAUD-BELKACEM

Pour le président du conseil
départemental des
Hautes-Alpes
La vice-présidente



Maryvonne GRENIER

Le président
de l'association des maires des
Hautes-Alpes



Jean-Michel ARNAUD

